

[https://www.lemonde.fr/idees/article/2024/02/14/l-europe-doit-investir-1-520-milliards-d-euros-par-an-pour-atteindre-l-objectif-net-zero-en-2050\\_6216454\\_3232.html](https://www.lemonde.fr/idees/article/2024/02/14/l-europe-doit-investir-1-520-milliards-d-euros-par-an-pour-atteindre-l-objectif-net-zero-en-2050_6216454_3232.html)

## « L'Europe doit investir 1 520 milliards d'euros par an pour atteindre l'objectif "net zéro" en 2050 »

**Tribune**

[Thibaud Voïta, chercheur associé à l'Institut français des relations internationales \(IFRI\) et membre de l'Institut](#)

Nicolas Dufrêne, Guillaume Kerlero de Rosbo et Thibaud Voïta, chercheurs à l'Institut Rousseau, plaident, dans une tribune au « Monde », en faveur d'un investissement massif de l'Europe pour décarboner son économie et rattraper les Etats-Unis et la Chine

**Publié hier à 07h00**

En 2007, les produits intérieurs bruts (PIB) des Etats-Unis et de l'Union européenne (UE) étaient presque similaires ; en 2024, le PIB américain est près de 80 % supérieur à celui de l'UE. Après une décennie d'austérité contre-productive, l'Europe a raté le virage des nouvelles technologies. La Chine s'est imposée dans les domaines des batteries, de l'éolien, du solaire et des transports terrestres électriques, et nous voici encore placés au pied du mur par les plans de relance gigantesques de nos partenaires et concurrents.

Alors que l'Europe parle de ralentir son action climatique, l'administration Biden a lancé en 2022 l'Inflation Reduction Act, qui doit mobiliser plus de 500 milliards de dollars de soutien aux industries décarbonées. L'Inde a lancé le Production Linked Incentive et la Chine fait bénéficier ses industries de subventions distribuées par les différents niveaux gouvernementaux, agissant sur le levier tant budgétaire que monétaire.

Pendant ce temps, la proposition de réforme des règles budgétaires [actuellement en négociation entre le Parlement européen et les Etats membres](#) promet de rétablir des contraintes budgétaires en totale opposition avec l'un des objectifs phares de l'actuelle Commission, à savoir la réalisation du Green Deal, lui-même constitué d'un amas de financements incertains dont une partie substantielle existe déjà. C'est pourquoi le débat sur le financement de l'objectif de neutralité carbone de l'Europe, sans même parler de la préservation de la biodiversité, est essentiel.

### **Moderniser deux secteurs : l'agriculture et l'industrie**

Pour se relancer, l'Europe doit s'appuyer sur ce qu'elle sait faire et qui bénéficiera à ses populations et au reste du monde : la décarbonation de son économie. Elle doit aussi assurer son indépendance énergétique, réduisant ainsi l'inflation importée qui provoque une dangereuse et inutile hausse des taux d'intérêt de la Banque centrale européenne (BCE) aux dépens des investissements nécessaires à la reconstruction écologique.

Pour éviter ce déclassement programmé, l'Europe doit investir massivement dans son avenir. Tout juste publiée, l'étude [« Road to Net Zero »](#) de l'Institut Rousseau évalue à 40 000 milliards d'euros les investissements nécessaires d'ici à 2050, soit 1 520 milliards d'euros par an. Les trois quarts de ces montants sont déjà disponibles et doivent être désinvestis des activités néfastes pour être redirigés vers la transition, par exemple des véhicules à moteur thermique vers les transports en commun et les véhicules électriques.

L'investissement supplémentaire à mobiliser est de 360 milliards d'euros par an, soit 2,3 % du PIB de l'Europe des Vingt-Sept. Ces investissements doivent permettre une transformation en profondeur de l'UE, grâce à des politiques reposant notamment sur la sobriété, l'efficacité énergétique et les renouvelables. Décarboner l'Europe signifie ainsi accélérer la modernisation de deux secteurs-clés et en crise : l'agriculture et l'industrie.

## **Le coût de l'inaction plus élevé que celui de l'action**

Parmi les mesures préconisées par le rapport, on trouve la réduction de la taille des cheptels et l'adaptation des pratiques d'élevage, la conversion des cultures à l'agroécologie en aidant financièrement les agriculteurs, ou encore la promotion de la sobriété pour réduire la consommation (et donc la production) de biens, l'amélioration de l'efficacité énergétique, la décarbonation du bouquet énergétique industriel.

Décarboner signifie aussi lutter contre la précarité énergétique, par exemple en réduisant les coûts liés aux transports et à la consommation des bâtiments. Le rapport propose plus de 70 mesures de politiques publiques chiffrées, nécessaires pour atteindre nos objectifs climatiques. Tous ces investissements auront un effet positif sur nos budgets, le coût de l'inaction étant bien plus élevé que celui de l'action.

Il est temps de se doter des moyens financiers nécessaires et de la conviction intellectuelle que la réaffirmation de l'Europe dans le monde passera par un grand plan d'investissement dans la transition bas carbone, alignant enfin nos discours et nos actes. Sur ces 360 milliards d'euros annuels supplémentaires requis, 260 devront être investis par la puissance publique.

## **Un moment de vérité pour la démocratie européenne**

En effet, de nombreuses actions à réaliser ne sont pas rentables, comme la protection des puits de carbone, ou insuffisamment rentables, comme la rénovation énergétique des logements des ménages modestes, ce qui signifie que le marché demeure aveugle et impuissant à agir sur ces besoins. La réorientation de l'épargne ne pourra pas non plus y répondre, en raison du déficit de rendement de ces investissements pourtant indispensables.

A court terme, les Etats vont devoir s'endetter pour dégager les marges de manœuvre nécessaires. Or cela n'est pas compatible avec le rétablissement de règles budgétaires prônant une nouvelle forme d'austérité. L'Europe a pourtant su se mobiliser quand il le fallait et lorsque des éléments vitaux étaient en jeu : les dépenses liées au Covid-19 ont représenté 338 milliards d'euros par an, le « quantitative easing » de la BCE a représenté une création monétaire de plus de 6 000 milliards d'euros depuis 2015.

La crise climatique fait partie de ces problématiques vitales pour l'avenir de l'Europe, pour protéger notre environnement et réduire les émissions de gaz à effet de serre, mais aussi pour nous positionner sans attendre comme un modèle de développement durable, profitable et soutenable. L'heure des choix est venue, et ceux-ci doivent être sans équivoque, si nous voulons réussir, à vingt-sept, à garantir aux générations suivantes un avenir en atteignant la neutralité carbone. C'est notre rendez-vous avec l'histoire, et un moment de vérité pour la démocratie européenne.